



**HAL**  
open science

## Les pratiques culturelles au cours des années 1960 et 1970

Philippe Poirrier

► **To cite this version:**

Philippe Poirrier. Les pratiques culturelles au cours des années 1960 et 1970. Culture et action chez Georges Pompidou, PUF, pp.123-138, 2000. halshs-00566078

**HAL Id: halshs-00566078**

**<https://shs.hal.science/halshs-00566078v1>**

Submitted on 15 Feb 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Source :** Philippe Poirrier, Les pratiques culturelles au cours des années 1960 et 1970 dans J.-C. GROHENS et J.-F. SIRINELLI (Dir.), *Culture et action chez Georges Pompidou*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, p. 123-138.

## Les pratiques culturelles au cours des années 60 et 70

« Le Centre Pompidou n'est pas une Maison de la Culture. [...] Je ne sais pas si André Malraux appréciait vraiment le projet soutenu par Georges Pompidou. Mais il aurait sans doute aimé que les Maisons de la Culture connussent le succès populaire du Centre. Bien qu'André Malraux ait attaché son nom à l'idée de démocratisation culturelle — dont il fit la principale mission du ministère des Affaires culturelles — c'est en définitive Georges Pompidou qui, aux yeux de l'histoire, aura transformé cette idée en réalité ». Ces propos militants de Claude Mollard, publiés en 1979, soulignent les difficultés liées à la mesure (et son interprétation) des publics de la culture<sup>1</sup>.

Rendre compte des pratiques culturelles des Français au cours des années 60 et 70 soulève des difficultés méthodologiques du même ordre. La volonté de mesurer les pratiques à l'échelle de la nation naît au cours de ces deux décennies. Elle témoigne d'une volonté des pouvoirs publics et suscite la formalisation d'une sociologie des pratiques culturelles.

Les enquêtes signalent, avec force et continuité, le caractère minoritaire et inégalitaire de l'accès aux pratiques qui relèvent de la « culture cultivée ». Pourtant, la croissance des « machines culturelles », qui permettent une individualisation des pratiques et modifient les modalités des médiations culturelles, est porteuse de profondes mutations.

\*\*\*

La nécessaire mesure des pratiques culturelles s'impose à l'aube des années 60. La naissance d'un ministère des Affaires culturelles (1959), l'inscription de la culture sur l'agenda de la planification (1961), le recours aux sciences sociales et la conviction des militants de l'éducation populaire expliquent ce recours à la quantification, au service d'un projet politique : la démocratisation de la culture<sup>2</sup>.

Le mouvement *Peuple et Culture* joue un rôle de pionnier. Pour lui, les sciences sociales sont conçues comme des instruments au service des militants culturels et participent surtout à la mise en œuvre de méthodes de formation. Au début des années 60, l'aide du sociologue commence à s'imposer dans les milieux de la planification et les sciences sociales prennent une place déterminante dans la formation des animateurs. L'influence de Joffre Dumazedier est alors capitale. Dès les années cinquante, le fondateur de *Peuple et Culture* imprime sa marque sur l'émergence de la sociologie des loisirs en France. Soutenu par Georges Friedmann, il crée en 1953 le Groupe d'Etudes du Loisir au sein du Centre d'Etudes

<sup>1</sup>. C. MOLLARD, Le centre et la périphérie dans *La culture et ses clients*, Paris, Autrement, 1979, p. 161.

<sup>2</sup>. Nous avons déjà abordé certains points de cette partie : P. POIRRIER, Un combat pour une égale répartition des biens de culture dans *La naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon (1964-1970)*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture-La Documentation française, 1997. p. 17-52 et P. POIRRIER. Les défis de l'histoire culturelle du temps présent : un terrain, des regards pluriels dans *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoires. Actes du colloque transfrontalier-Cluse, 25 septembre 1997*. Dijon, Université de Bourgogne-Institut d'histoire contemporaine, 1998. p. 77-87.

Sociologiques du CNRS. En 1956, le GEL lance son enquête sur Annecy, dont les premiers résultats sont publiés dix ans plus tard<sup>3</sup>. Joffre Dumazedier impulse une « sociologie prévisionnelle » qui aboutit aux premières enquêtes sur les pratiques culturelles<sup>4</sup>.

Dès le milieu des années 60, cette sociologie prévisionnelle est concurrencée par une sociologie critique. En 1964, la publication des *Héritiers* par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron marque une nette rupture. L'ouvrage souligne combien l'inégalité des chances à l'école n'est pas d'origine économique et institutionnelle mais essentiellement culturelle<sup>5</sup>. Deux ans plus tard, *L'amour de l'Art* élargit cette problématique de la domination à l'ensemble des pratiques culturelles<sup>6</sup>. Pierre Bourdieu montre que la culture a toutes les propriétés d'un capital. Comme telle, elle est l'enjeu de luttes dans un champ qui s'est autonomisé. Dès lors, la consommation des biens culturels s'inscrit dans une volonté de distinction sociale<sup>7</sup>. Cette sociologie de la culture est fondée sur une théorie de la domination culturelle. A chaque position dans la hiérarchie sociale correspond une culture spécifique : culture élitiste, moyenne, de masse respectivement caractérisée par la « distinction », la prétention et la privation. L'autonomie institutionnelle accompagne la diffusion et la réception de ce modèle sociologique. En 1964, Pierre Bourdieu est élu Directeur d'études à la VIe section de l'EPHE où il intègre le Centre de Sociologie européenne dirigé par Raymond Aron. Dès 1967, il crée le Centre de sociologie de l'éducation et de la culture. Le « métier de sociologue » tel que le conçoit Pierre Bourdieu n'est guère compatible avec l'humanisme et l'empirisme de Joffre Dumazedier<sup>8</sup>.

C'est à ces mêmes sociologues que font appel les fonctionnaires du Commissariat du Plan, notamment pour les travaux des Commissions de l'action sociale et de l'équipement culturel et du patrimoine artistique mise en place lors de la préparation du IVe Plan<sup>9</sup>. En 1961, le groupe de travail de la Commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique regrette notamment que « pour sa tâche de planification, il n'ait pu disposer de données précises et chiffrées sur les besoins, les structures et les budgets en matière d'action culturelle ». Réunir et construire des « statistiques culturelles » — notamment sur le « public touché », « l'écoute de la radio et de la télévision », « la fréquentation » des équipements culturels — est présenté « comme une condition prioritaire d'une action culturelle planifiée »<sup>10</sup>.

En 1963, pour remédier à cette situation et pour préparer les outils nécessaires au Ve Plan (1966-1970), Jacques Delors, conseiller pour les affaires sociales au Commissariat au Plan, impose la création d'une cellule d'études et de recherches au ministère des Affaires culturelles. Des contrats de recherches sont passés avec Pierre-Aimé Touchard, Paul-Henry Chombart de Lauwe, Pierre Guetta, Michel Crozier, Pierre Bourdieu et Joffre Dumazedier. Les premiers résultats sont exposés lors du Colloque de Bourges (1964) placé sous le thème

<sup>3</sup>. J. DUMAZEDIER et A. RIPERT, *Le loisir et la ville : loisir et culture*, Paris, Seuil, 1966.

<sup>4</sup>. J. DUMAZEDIER et J.-R. CARRE, *Les loisirs en France. Premières statistiques économiques et sociologiques. Introduction à une sociologie prévisionnelle des loisirs appliquée à l'urbanisme*, Paris, Centre de Recherche d'urbanisme, 1964.

<sup>5</sup>. P. BOURDIEU et J.-C. PASSERON, *Les Héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Editions de Minuit, 1964.

<sup>6</sup>. P. BOURDIEU, A. DARBEL et D. SCHNAPPER, *L'amour de l'art. Les musées et leur public*, Paris, Editions de Minuit, 1966.

<sup>7</sup>. P. BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.

<sup>8</sup>. P. BOURDIEU, J.-C. CHAMBOREDON et J.-C. PASSERON, *Le métier de sociologue*, Paris-La Haye, Mouton, 1968.

<sup>9</sup>. Sur la planification et la rencontre avec les sciences sociales : V. DUBOIS, *La culture comme catégorie d'intervention publique. Genèses et mises en forme d'une politique*, Université Lumière-Lyon II, Thèse de Science politique, 1994.

<sup>10</sup>. *Rapport général de la Commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique*, Paris, Imprimerie nationale, 1961, p. 62-63.

« Recherche scientifique et développement culturel »<sup>11</sup>. L'étude des pratiques culturelles — le terme est employé même si la notion d'activités culturelles demeure la plus usuelle — et des publics est au cœur de l'ambition de construire un « compte culturel national »<sup>12</sup>.

Le Service des Etudes et de la Recherche contribue, par ses commandes auprès des chercheurs en sciences sociales, à l'affirmation d'un milieu de recherche au cours de la décennie suivante. L'étude des pratiques culturelles des Français, conçue comme un instrument nécessaire à la planification et au développement culturel, est au centre de ses investigations. Le colloque de Bourges avait posé des jalons dans les domaines des musées, du théâtre, des bibliothèques et du cinéma. Des études, associant approches quantitatives et qualitatives, sur le public des maisons de la culture, sur les pratiques des enfants, sur les « besoins et aspirations culturels », sur le rôle de la télévision et sur l'attitude du public à l'égard de l'art contemporain permettent de cerner de nouveaux domaines. En 1973, une enquête par sondage national, recommandée par la Commission culturelle du VI<sup>e</sup> Plan, offre, pour la première fois, un panorama d'ensemble. Au plan méthodologique, elle bénéficie des travaux empiriques menés par l'équipe de Joffre Dumazedier ainsi que de l'enquête sur les loisirs des Français menée par l'INSEE dès 1967. Cependant, par effet de construction, l'enquête ne recouvre pas ce que l'on pourrait appeler la vie culturelle de la population dans toutes ses dimensions, mais seulement les pratiques qui répondent à l'offre des institutions légitimées, à cette date, comme culturelles. Aussi, ne faut-il pas ignorer, comme le souligne Augustin Girard, qui avait fait exécuter et diffuser cette première enquête, qu'elle relève d'une logique d'aide à la prévision et non d'une fonction scientifique d'avancée de la connaissance<sup>13</sup>.

Les responsables du SER ne méconnaissent pas les limites inhérentes à ce type d'enquêtes par sondage<sup>14</sup>. Pour preuve, Augustin Girard confie à Michel de Certeau la postface du volume *Pratiques culturelles des Français*. L'auteur souligne combien la statistique ignore « les manières de vivre le temps, de lire les textes ou de voir les images ». Il souligne les limites qui affectent l'analyse des pratiques culturelles : « les analyses concernant la culture longent une immensité silencieuse<sup>15</sup> »

La collaboration entre Michel de Certeau et le SER n'est pas nouvelle. Dès 1972, Augustin Girard avait demandé à l'historien de la première modernité de l'Europe de préparer le rapport introductif du Colloque européen « Prospective du développement culturel » qui se tint au Centre du Futur des Salines d'Arc et Senans en avril 1972. Ce texte, intitulé « La culture dans la société », témoigne déjà des problématiques que l'auteur privilégiera les années suivantes. Il s'agit de se pencher, non pas sur les produits culturels, mais analyser les opérations qui en font usage. Bien plus, il dénonce, sans aucune concession au commanditaire, le rôle des institutions culturelles publiques, confisquées au service d'une minorité sociale et d'une culture élitaire. Il souligne la passivité du public, caractéristique de « la culture de consommation ». Rejetant les catégories usuelles de « culture savante » et de

<sup>11</sup>. Des chiffres pour la culture, *L'expansion de la recherche scientifique*, décembre 1964, n° 21 et Le colloque de Bourges, *L'expansion de la recherche scientifique*, avril-mai 1965, n° 22. Pierre Bourdieu présente à ce colloque les premiers résultats de l'enquête sur le public des musées menée en mai-juin 1964 : P. BOURDIEU. Les musées et leurs publics. *L'expansion de la recherche scientifique*. décembre 1964. n° 21. p. 26-28. Cette recherche sera publiée en 1966 sous le titre : *L'amour de l'art. Les musées et leur public*. Le sociologue prendra ensuite ses distances par rapport au SER.

<sup>12</sup>. Esquisse d'un programme de recherches sur le développement culturel, *L'expansion de la recherche scientifique*, avril-mai 1965, n° 22, p. 11-13.

<sup>13</sup>. A. GIRARD, Les enquêtes sur les pratiques culturelles dans J.-P. RIOUX et J.-F. SIRINELLI [dir.], *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, p. 297-310 et, pour les orientations les plus récentes, O. DONNAT. Les enquêtes de public et la question de la démocratisation dans J.-P. BAILLARGEON. (dir.). *Les publics du secteur culturel : nouvelles approches*. Québec : Presses de l'Université de Laval, 1996. p. 9-19.

<sup>14</sup>. A. GIRARD, Avant-propos dans *Pratiques culturelles des Français*, Paris, SER, 1974, p. 1-5.

<sup>15</sup>. M. de CERTEAU, Des espaces et des pratiques dans *Pratiques culturelles des Français*, Paris, SER, 1974, p. 169-182. Il s'agit de la reprise de la conclusion de *La culture au pluriel* publiée la même année.

« culture populaire », il plaide pour la reconnaissance — et l'analyse — de la créativité et des pratiques des gens ordinaires<sup>16</sup>. Michel de Certeau ne conçoit pas ses travaux dans le cadre étroit du sérail scientifique. Son insertion au sein du service dirigé par Augustin Girard le démontre déjà. Dans le même esprit, il participe aux travaux de l'éphémère Conseil du développement culturel mis en place par Jacques Duhamel. En 1974, il réunit sous le titre *La culture au pluriel* les rapports rédigés pour Arc et Senans et d'autres textes sur les pratiques culturelles<sup>17</sup>. Dans le cadre de l'action concertée « développement culturel » de la DGRST et toujours en étroite collaboration avec le SER, il bénéficie, pour la période 1974-1978, d'un contrat de recherche dont est issue *L'invention du quotidien*<sup>18</sup>.

\*\*\*\*

Les enquêtes soulignent à la fois le caractère minoritaire des pratiques culturelles et les fortes inégalités sociales qui régissent l'accès à la « culture cultivée »<sup>19</sup>. Plus de 80 % des Français déclarent ne jamais assister à un spectacle d'opéra, de théâtre, de danse, de variété ou de musique classique. Ce « non-public » — la formule est popularisée par Francis Jeanson en 1968 — est-t-il une nouveauté ? Sans doute pas : la quantification des activités culturelles rend visible une tendance lourde que toutes les enquêtes postérieures confirmeront. Elle rappelle que d'autres sorties, tenues comme peu culturelles par les élites, rassemblent plus largement : la fête foraine demeure, avec le cinéma, en tête de la hiérarchie. Elle est aussi la pratique la plus populaire ce qui signale que les pratiques sont socialement clivées.

La position sociale détermine la position dans l'espace des loisirs ainsi que dans le champ culturel et le système des goûts. Malgré la démocratisation du système scolaire et universitaire, les logiques de « distinction » perdurent, même si elles changent de formes. De plus, ces inégalités liées aux catégories sociales et au capital culturel sont renforcées par des inégalités géographiques : habiter Paris, l'Ile-de-France ou une agglomération de plus de 100 000 habitants renforcent le taux et la diversité des pratiques.

---

<sup>16</sup>. Les actes de ce colloque ont été publiés dans un numéro hors-série de la revue *Futuribles : Analyse et prévision. Prospective du développement culturel*, Paris, Futuribles, 1973.

<sup>17</sup>. M. de CERTEAU, *La culture au pluriel*, Paris, UGE, 1974. La troisième partie du volume s'intitule « Politiques culturelles » et se compose de trois textes : L'architecture sociale du savoir (*Esprit*, octobre 1968), La culture dans la société (Rapport introductif du colloque), Le lieu d'ou l'on traite de la culture (Conférence inaugurale du colloque).

<sup>18</sup>. L'ouvrage est composé de deux tomes, rédigés par trois auteurs : *L'invention du quotidien*. 1. M. de CERTEAU, *Arts de faire* ; 2. L. GIARD et P. MAYOL, *Habiter, cuisiner*, Paris, UGE, 1980.

<sup>19</sup>. Les éléments statistiques utilisés dans cette partie sont issus, sauf mention complémentaire, des études du SER : *Pratiques culturelles des Français*, Paris, SER, 1974 ; *Pratiques culturelles des Français. Description socio-démographique. Evolution 1973-1981*, Paris, Dalloz, 1982 ; O. DONNAT et D. COGNEAU, *Les pratiques culturelles des Français*, Paris, La Découverte-La Documentation française, 1990 et, bien que centré sur les années 80 : O. DONNAT, *Les Français face à la culture de l'exclusion à l'éclectisme*, Paris, La Découverte, 1994. Voir aussi, à partir de 1969, la collection de *Développement culturel*.

De fortes continuités apparaissent lorsque l'on compare les enquêtes réalisées au cours des années 70. Ces continuités masquent des tendances lourdes qui traduisent de profondes modifications à l'échelle des pratiques culturelles. En premier lieu, les activités de diffusion culturelle enregistrent des baisses significatives de leur nombre d'entrées. La fréquentation des spectacles de théâtre dramatique, malgré la relance de la politique de décentralisation théâtrale au début des années 60, enregistre une forte chute. Le lyrique stagne au mieux.

Le cinéma demeure la sortie la plus fréquente tout en perdant la moitié de ses entrées. La réduction des salles de cinéma dont le parc passe de 5821 salles (2,8 millions de places) en 1960 à 4206 salles (2 millions de places) en 1972 confirme cette désaffection du public. Les salles de quartier, lieu privilégié de sortie des catégories populaires, disparaissent peu à peu du paysage urbain. Le cinéma perd son public populaire, celui qui fréquentait avec constance les salles les samedi et dimanche. Il cesse d'être un simple délasserment au profit d'un investissement culturel, porté par les intellectuels et les classes moyennes ; mutation que traduit parfaitement le mouvement des ciné-clubs. L'émergence de nouvelles cinématographies — la Nouvelle Vague en premier lieu — s'inscrit dans ce contexte culturel. L'introduction de la télévision, le changement de mode de vie et de consommation des loisirs des Français expliquent cette chute de la fréquentation du spectacle cinématographique en salles<sup>20</sup>.

	année	nombre d'entrées	évolution
--	-------	------------------	-----------

---

<sup>20</sup>. C. FOREST, *Les dernières séances. Cent ans d'exploitation des salles de cinéma*, Paris, CNRS Editions, 1995, p. 89-130.

Musées nationaux	1960	3 375 000	+ 150 % en 15 ans
	1974	8 545 000	
Monuments historiques (CNMH)	1968	3 869 000	+ 33 % en 8 ans
	1975	5 174 000	
Lyrique Opéra de Paris	1961	306 000	— 3 % en 16 ans
	1976	297 000	
Opéras de Province	1961	860 000	— 10 % en 16 ans
	1976	772 000	
Théâtres nationaux	1965	1 328 000	— 40 % en 10 ans
	1975	801 000	
privés	1961	3 070 000	— 39 % en 14 ans
	1974	1 887 000	
décentralisés	1965	1 339 000	— 20 % en 11 ans
	1975	1 084 000	
Cinémas	1960	373 000 000	— 50 % en 16 ans
	1975	182 000 000	

En revanche, les entrées dans les lieux voués à la conservation du patrimoine progressent fortement. « L'émoi patrimonial » commence à saisir une société qui est à la recherche de ses racines et qui doute de son avenir<sup>21</sup>. Le succès public des grandes expositions confirme cette tendance qui doit aussi beaucoup à la croissance des flux touristiques. En 1967, les 1,2 million de visiteurs qui se bousculent au Petit-Palais pour l'exposition Toutânkhamon signalent une embellie qui ne se démentira pas les années suivantes.

Le recul du livre s'esquisse : le fléchissement de la quantité des livres lus s'explique par la baisse du nombre des forts lecteurs.

Proportion des Français âgés de 15 ans et plus et qui...	1973	1981
possèdent des livres dans leur foyer	73	80
ont acheté au moins un livre au cours des 12 derniers mois	51	56
sont inscrits dans une bibliothèque	13	14
ont lu au moins un livre dans les 12 derniers mois	70	74
dont de 1 à 9 livres	24	28
de 10 à 24 livres	23	25
de 25 livres et plus	22	19

En revanche, les usages de l'imprimé se diversifient comme l'indique le succès de la presse magazine. La presse quotidienne vit une crise qui se traduit par une baisse des tirages annuels — de 3,87 millions en 1961 à 3,73 en 1974 — et une diminution du nombre de titres qui passe de 192 à 156. Les bibliothèques demeurent peu fréquentées au regard des situations des pays de l'Europe du nord. La notion de « lecture publique », inventée par les bibliothécaires modernistes dans les années 20, tarde à se matérialiser. « Tout est à faire » déclare Georges Pompidou en 1966.

<sup>21</sup>. J.-P. RIOUX, *L'émoi patrimonial, Le temps de la réflexion*, 1985, p. 39-48.

Les médias audiovisuels connaissent une forte croissance. La « télé » — l'expression s'impose vers 1965 — est en passe de devenir cette *Folle du logis*<sup>22</sup>. Deux personnes sur trois regardent la télévision tous les jours et le temps moyen d'écoute — particulièrement stable entre 1973 et 1981 — est de 15 heures par semaine. Le taux d'équipement des ménages progresse désormais rapidement — 39 % en 1965 et 83 % en 1975 — alors que l'offre augmente avec la création d'une deuxième chaîne (1964) puis d'une troisième chaîne à vocation régionale (1972). Dès la fin des années 60, la marchandisation des programmes et les souhaits des téléspectateurs témoignent de l'échec de la télévision en tant qu'outil de la démocratisation culturelle.

La radio est quotidiennement écoutée par près des trois quarts des Français pour une durée moyenne — stable — de 15,8 heures par semaine. Le parc est saturé et le multi-équipement s'amorce : 2 récepteurs par ménage en 1976. Le développement de l'autoradio est rapide : le parc s'élève à 5,6 millions d'appareils en 1976. « Cinq heures par jour avec les machines culturelles ? » titre *Développement culturel* en 1978. Cette croissance de l'audiovisuel contribue à installer une individualisation des pratiques, caractéristique première de cette « culture d'appartement » qui n'exclut pas, pour autant, un développement des sociabilités amicales et des sorties.

Cette hausse de la consommation culturelle, rendue possible par l'évolution des industries culturelles, n'est cependant pas assimilable à une « démocratisation » de la culture. Toutes les enquêtes montrent que cette augmentation bénéficie à ceux qui pratiquaient déjà, ainsi qu'à des personnes se recrutant dans les mêmes milieux — les classes moyennes en premier lieu — qui accèdent à cette consommation.

\*\*\*\*

Deux tendances complémentaires font l'objet de débats chez les contemporains : le déclin de la « culture ouvrière » et l'émergence d'une « culture jeune ».

Le caractère inégalitaire de l'accès à la « culture cultivée » conduit sociologues et militants des mouvements d'éducation populaire à s'interroger sur l'existence de comportements culturels spécifiques à la classe ouvrière et aux catégories populaires. Les militants des mouvements d'éducation populaire demeurent attachés à une « culture populaire » qui « veut [à la fois] favoriser ce gigantesque mouvement de diffusion de la “culture” [et ] assumer la vie quotidienne des gens, refusant toute coupure entre “activité culturelle” et la vie de tous les jours »<sup>23</sup>. Le fondateur de *Peuple et Culture* incarne avec continuité ce « populisme culturel »<sup>24</sup>. L'après mai 68 voit aussi une large partie de la gauche non communiste — des groupuscules gauchistes au Parti socialiste rénové — militer pour une réhabilitation des cultures populaires.

Toutes les enquêtes confirment que les ouvriers n'accèdent que très minoritairement à la « culture cultivée ». Cette exclusion persistante n'induit cependant pas l'absence de médiations et d'hybridations culturelles entre la culture des élites et les pratiques ouvrières. De surcroît, dès le début des années 60, les ouvriers déclarent refuser l'idée d'une culture spécifique<sup>25</sup>. Par ailleurs, la crise — particulièrement visible en mai 1968 — du modèle de l'homme cultivé hérité des Lumières, la hausse du niveau de vie et du temps libre, l'accès des ouvriers à la propriété, les effets (même relatifs) de la scolarisation de masse et la diffusion d'une culture de masse liée au poids grandissant des industries culturelles contribuent sans doute à diffuser une « culture commune » à l'ensemble des Français. Certes, des éléments de

22. J.-L. MISSIKA et D. WOLTON, *La Folle du logis. La télévision dans les sociétés démocratiques*, Paris, Gallimard, 1983.

23. J. CHARPENTREAU et R. KAES, *La culture populaire en France*, Paris, Editions ouvrières, 1962, p. 7.

24. J. DUMAZEDIER, Culture populaire d'aujourd'hui, théories et rélatés, *Projet*, 1978, n° 128, p. 933-949.

25. R. KAES, *Les ouvriers et la culture, enquête 1958-1961*, Strasbourg, Institut du travail, 1962.



résistance, qui témoignent aussi des capacités d'adaptation du monde ouvrier<sup>26</sup>, et les écarts des taux de pratiques subsistent sans pour autant contredire, nous semble-t-il, la naissance en France d'une « culture commune », moyenne, où les plus grands écarts sont significativement réduits. En revanche, le « travailleur immigré », qui réside dans les bidonvilles et les cités de transit, reste marginalisé au sein même du monde ouvrier et demeure l'oublié d'une société de consommation et des loisirs.

Aussi faut-il absolument s'interdire d'interpréter de manière univoque le triomphe de la musique populaire comme le signe du triomphe de la culture ouvrière comme culture de masse. La fréquentation des concerts « pop » demeure sur toute la période une pratique minoritaire de jeunes, surtout élèves et étudiants, à l'exclusion relative des autres catégories de la population. Quant à l'écoute des disques relevant des genres rock, pop et folk, elle est moins clivée par l'origine sociale<sup>27</sup> que par l'âge (15 à 25 ans), et l'origine urbaine (agglomération de plus de 100 000 habitants)<sup>28</sup>. A ce titre, l'émergence de pratiques culturelles spécifiques à la jeunesse est un marqueur fort de *L'esprit du temps*<sup>29</sup>.

En juin 1963, le concert des « idoles » des yé-yé, place de la Nation, traduit aux yeux des contemporains le processus d'autonomisation culturelle de la jeunesse. Dans une analyse à chaud, Edgar Morin souligne le surgissement de la « nouvelle classe d'âge » qu'il relie à une nouvelle culture façonnée par les médias de masse et à un nouveau marché : ces sept millions de jeunes, devenus des consommateurs potentiels pour les industries culturelles<sup>30</sup>. Au tournant des années 70, la musique est sans doute l'élément majeur qui structure les sociabilités juvéniles. Les yé-yé, bien vite noyés au sein des « variétés », cèdent leur place dans le cœur des lycéens aux *pop-stars* anglaises et américaines — des Beatles aux Rolling Stones, de Jimi Hendrix à Frank Zappa, de Pink Floyd à Genesis —, phénomène accentué par l'absence d'une scène pop française. Les lecteurs de *Rock and folk* (1970) s'approprient une nouvelle culture musicale véhiculée par les tournées internationales, le bouche-à-oreille, les « albums » surtout alors que la radio et la télévision ignorent, sauf exception, la *pop music*<sup>31</sup>. De surcroît, les jeunes sont les premiers à utiliser « transistors », tourne-disques et électrophones, bientôt le magnétophone à cassettes et la chaîne hi-fi<sup>32</sup>. Pour les jeunes, l'écoute de musique tend à devenir une pratique quotidienne. La pratique musicale est également forte : 30 000 à 35 000 « groupes », qui répètent dans les greniers et garages, sont recensés à la fin des années

<sup>26</sup>. P. BELLEVILLE, Attitudes culturelles et vie quotidienne des travailleurs manuels, *Futuribles*, septembre-octobre 1978, p. 555-568.

<sup>27</sup>. En 1981 (1973), rock-pop-folk (pop) est le genre le plus écouté pour 17,3 % (8,5 %) des cadres supérieurs et professions libérales, 24,3 % (11,2 %) des cadres moyens, 21,2 % (15,1 %) des employés, 19 % (10,6 %) des ouvriers qualifiés, 15 % (10,2 %) des ouvriers spécialisés et 55,9 % des élèves et étudiants. Par-delà les catégories sociales, on note, entre 1973 et 1981, un élargissement général de l'écoute.

<sup>28</sup>. La chanson, qui reste, en 1973 comme en 1982, le genre le plus écouté des Français, est davantage interclassiste et demeure moins tributaire de l'effet d'âge.

<sup>29</sup>. E. MORIN, *L'esprit du temps. Essai sur la culture de masse*, Paris, Grasset, 1962, p. 173-186.

<sup>30</sup>. E. MORIN, Salut les copains, *Le Monde*, 6-7 juillet 1963. Voir aussi : Le temps des copains, *Esprit*, février 1964.

<sup>31</sup>. Au cours des années 70, la durée des morceaux est peu adaptée aux contraintes du Hit parade. A partir des années 80, la logique du Top 50 — désormais fondée sur les ventes réelles — et la multiplication des radios sur la bande FM contribueront à ouvrir les ondes françaises aux courants rock (cette appellation générique effaçant du lexique la pop).

<sup>32</sup>. En 1973, 44,8 % des Français déclarent utiliser un tourne-disques, 70,6 % des jeunes. En 1981, 28,5 % des Français déclarent utiliser une chaîne hi-fi, 41,2 % des jeunes, 47,8 % des élèves et étudiants. En 1974, 60,5 % des Français possèdent un électrophone à leur domicile contre 44,9 % en 1967. Le parc — 10,5 millions d'appareils en 1976 — s'accroît de plus d'un million d'unités neuves par an à la fin des années 70. Le relais est pris par les chaînes hi-fi dont le parc — 2,1 millions d'appareils en 1976 — s'accroît rapidement : 600 000 unités vendus en 1976. Un foyer sur quatre possède un magnétophone dont le parc est en 1976 de 8,35 millions d'appareils dont 6,27 à cassettes et 2,08 millions à bandes. (*L'équipement des ménages*, Paris, INSEE, 1977). Les ventes d'appareils neufs à cassettes progressent rapidement. L'enregistrement pirate, à usage individuel, des albums permettra une plus grande diffusion auprès des jeunes alors que les disques demeurent relativement chers.

70. Entre 1973 et 1981, le nombre de « groupes » pop augmente de moitié alors que le nombre de fanfares et harmonies diminue des trois quarts.

Les jeunes se distinguent par une pratique massive, intense et diversifiée des loisirs. Les sorties et les sociabilités sont plus élevées que chez leurs aînés. Bien plus, en 1974, la moitié des jeunes de 16 à 24 ans déclarent souhaiter consacrer un éventuel temps de loisir supplémentaire à des activités culturelles. Ils demeurent les spectateurs privilégiés des salles de cinéma. Le livre — excepté les bandes dessinées et les livres prescrits par l'école — n'est plus le support privilégié de l'acculturation des jeunes même s'ils demeurent les plus grands lecteurs. L'heure est aussi au jean unisexe et au tee-shirt : les jeunes se dotent d'une mode qui efface la limite, encore sensible au cours des années 60, entre la jeunesse étudiante et ouvrière. Au tournant des années 70, ces pratiques sont souvent perçues comme des éléments d'une « contre-culture », nourrie de l'*underground* anglais et américain, qui alimente le conflit entre les générations. La décennie suivante, les valeurs et comportements juvéniles influenceront l'ensemble de la société. La rupture culturelle, au titre des pratiques comme des représentations, sépare les Français nés avant la guerre des enfants du *baby-boom*. A ce titre, il est révélateur que les personnes qui avaient atteint la quarantaine au début des années 70 n'ont été que peu touchées par les mutations du domaine musical<sup>33</sup>. De surcroît, en vieillissant les « soixante-huitards » conserveront une partie des pratiques culturelles de leur jeunesse. Au seuil des années 80, les pratiques culturelles des jeunes adultes (25-35 ans) sont sans doute nettement plus proches de celles des jeunes que dix ans plus tôt.

\*\*\*

Les conclusions des enquêtes sur les pratiques culturelles ont-elles été entendues par les pouvoirs publics ? Les agendas du chercheur et du politique ne se recoupent que très rarement. Il faudra attendre le début des années 90 pour voir un ministre s'insurger contre des résultats diffusés par la presse. Rappelons cependant que l'action des pouvoirs publics n'est guère perceptible dans l'évaluation des pratiques culturelles. A ce titre, utiliser les enquêtes sur les pratiques pour mesurer l'impact des politiques culturelles de l'Etat, comme des collectivités locales, relève de l'illusion méthodologique.

Pour autant, en choisissant, dès ses origines, une politique de l'offre fondée sur la reconnaissance de l'excellence artistique qu'elle soit traditionnelle ou d'avant-garde, la rupture avec l'éducation nationale et le refus de l'éducation populaire, le ministère des Affaires culturelles a privilégié une logique de conversion à la « culture cultivée ». L'appropriation de la notion de « développement culturel » par l'équipe de Jacques Duhamel traduit certes un net infléchissement de la doctrine sans pour autant remettre en cause fondamentalement le fonctionnement des directions sectorielles du ministère. De surcroît, la courte expérience Duhamel n'est guère poursuivie par temps de néo-libéralisme dominant.

La publication, en 1982, du rapport du groupe de travail long terme culture du IX Plan peut se lire pour une part comme un bilan critique des années 70. Augustin Girard souligne que « la répartition du financement d'Etat est inversement proportionnelle à la répartition de la population pratiquante ». Il ajoute : « la politique culturelle [...] privilégie les privilégiés, elle

---

<sup>33</sup>. Michel Winock, né en 1937, a évoqué cette rupture : « C'est en prenant de l'âge qu'on éprouve un jour le sentiment d'appartenir à une génération [...] Pour moi, qui était professeur de lycée, je n'eus pas d'emblée l'impression d'une coupure [...] Sauter du pic Sartre à l'aiguille Lévi-Strauss n'était possible qu'à un petit nombre d'alpinistes. Autrement important fut dans les vallées et les plaines, la soudaine apothéose des « yé-yé » bousculant dans les hit-parades les poètes-chansonniers de naguère. [...] Or, brusquement, je sentis ces rengaines [...] noyées dans un tintamarre de guitares électriques, autour desquelles des jeunes gens faisaient foules. Dans un mouvement d'amalgame, injuste par définition, je dédaignai les « quatre garçons dans le vent » autant que les yé-yés français [...] il me fallut plusieurs années, au prix des soins constants d'un entourage à l'oreille plus fine que la mienne, pour apprécier enfin les petites merveilles musicales descendues de Liverpool. » (M. WINOCK, *Chronique des années soixante*, Paris, Seuil, 1987, p. 95-97).

« passe à côté des milieux défavorisés ou en crise (milieux de travail, ruraux, jeunes) et elle ignore la culture militante<sup>34</sup> »

De réelles mutations, qui renvoient à celles que connaît la société française au cours des années 60 et 70, modifient la vie culturelle des Français. Le rôle des pouvoirs publics, sans être négligeable, pèse somme toute assez peu face aux tendances socio-économiques et technologiques. Georges Pompidou a-t-il perçu, sinon compris, les nouvelles modalités de la vie culturelle du pays ? La modernité qu'il revendique — notamment dans le domaine des arts plastiques — est-elle en phase avec les pratiques culturelles des Français ?

Philippe Poirrier

---

<sup>34</sup>. A. GIRARD. Pratiques et inégalités culturelles dans M. GUILLAUME. (dir.), *L'impératif culturel. Rapport du groupe de travail long terme culture*, Paris, La Documentation française, 1983, p. 101-114.